

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.792/4
DU 21 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 10 octobre 2006, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les modalités de désignation de mandataires au ministère, en exécution de l'article 30*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale" (n/ de rôle 41.451/4), demande complétée le 29 novembre 2006, après application de l'article 84*bis* des lois coordonnées sur le Conseil d'État (n/ de rôle 41.792/4), a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.792/4
VAN 21 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 oktober 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "ten einde de voorwaarden te bepalen waaronder de mandatarissen bij het ministerie worden aangewezen, ter uitvoering van artikel 30*bis* van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" (rolnummer 41.451/4), waarbij de adviesaanvraag, na toepassing van artikel 84*bis* van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is aangevuld op 29 november 2006 (rolnummer 41.792/4) heeft het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Observation générale

1. Dans l'avis 41.791/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", la section de législation a formulé les observations suivantes sous l'article 2 :

"1. L'article 30*bis* ⁽¹⁾, alinéa 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité (article 2 du projet), dispose :

«Il y a lieu d'entendre par candidats externes, tous les autres candidats que les membres du personnel statutaire du ministère et des organismes d'intérêt public visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.»"

Cette disposition aboutit à traiter différemment les membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale qui ne seraient pas visés à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, sans que l'on en aperçoive la raison. Tel est notamment le cas des agents de Bruxelles Propreté, Agence régionale pour la Propreté, organisme d'intérêt public classé dans la catégorie A de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

2. L'article 30*bis*, alinéa 3, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité (article 2 du projet), dispose :

«Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les candidats externes peuvent recevoir un mandat au ministère ainsi que les modalités et les indemnités éventuelles octroyées au cas où le mandat prend fin pour quelque raison que ce soit.»

Les mandataires «externes» étant engagés en qualité de membres du personnel contractuel, l'auteur du texte ne peut déroger aux dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, et notamment aux articles 39, 82 et 83 relatifs au calcul des délais de préavis et des indemnités

⁽¹⁾ Il y a lieu de préciser dans la phrase liminaire de l'article 2 que l'article 30*bis* s'insère dans le chapitre I du titre III du livre I de l'arrêté précité du 6 mai 1999.

compensatoires de préavis des employés dont la rémunération dépasse les seuils de 16.100 euros et 32.200 euros ⁽²⁾.

Pour les employés dont la rémunération annuelle dépasse ces seuils, la loi dispose que la durée du préavis à observer par l'employeur est fixée soit par convention, conclue au plus tôt au moment où le congé est donné, soit par le juge. Pour les employés dont la rémunération annuelle dépasse 32.200 euros, il est également possible de fixer le délai de préavis à observer par l'employeur dans une convention conclue au plus tard au moment de l'entrée en service. La disposition à l'examen sera adaptée pour se conformer à ces principes.

3. L'article 30*bis*, alinéa 3, en projet, se présente comme une «auto-habilitation» que se donne le Gouvernement. Pareille disposition est dépourvue de portée juridique. Il serait préférable de fixer les modalités de désignation des candidats «externes» à un mandat dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, et de préciser leur situation administrative durant l'exécution de leur mandat dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ⁽³⁾.

Ces observations valent également pour le projet examiné.

Celui-ci doit, par conséquent, être fondamentalement revu en vue d'être intégré dans le projet d'arrêté faisant l'objet de l'avis 41.791/4, donné ce jour, ce qui évitera en outre l'inconvénient de voir plusieurs règles identiques figurer dans deux textes réglementaires différents de même niveau.

Cependant, la section de législation peut d'ores et déjà formuler la seconde observation générale et les observations particulières suivantes.

⁽²⁾ Montants portés respectivement à 28.093 euros et 56.187 euros au 1^{er} janvier 2007 (Moniteur belge, 7 décembre 2006, 2^e éd., p. 68543).

⁽³⁾ Sur ce point, voir l'observation formulée dans l'avis 41.789/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

2. Dans son avis 34.109/2, donné le 6 novembre 2002, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement du 13 février 2003 précité, la section de législation a rappelé que :

"(...) à supposer que les règles édictées, en ce compris celles du régime statutaire appliquées par analogie, sont conformes aux dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978, précitée, il est encore requis qu'elles soient mentionnées, selon le cas, dans le contrat de travail ou dans un avenant à ce contrat. Ces règles ne peuvent en effet régir la relation de travail par le fait de l'expression de la volonté d'une seule des parties c'est-à-dire, en l'occurrence, par le fait de l'arrêté que se propose d'adopter le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Le consentement du travailleur aux conditions ainsi prévues ou modifiées de sa relation de travail est nécessairement aussi requis. L'échange des consentements des parties procède en effet de l'essence même du contrat de travail. Eluder cet élément conduit à ignorer l'un des fondements majeurs du régime juridique des contrats de travail".

Il ne suffit dès lors pas que l'auteur du texte fixe unilatéralement, dans les dispositions examinées, le régime applicable à l'exécution des mandats attribués aux mandataires "contractuels". Ce régime doit encore, et dans la mesure où il est compatible avec les dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 précitée ⁽⁴⁾, faire l'objet d'un accord de volonté entre chaque mandataire et son employeur.

Observations particulières

Préambule

L'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, constitue, par la référence qu'il contient à l'article 87, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, constitue le fondement juridique du projet ⁽⁵⁾.

⁽⁴⁾ Sur cette question, il est renvoyé aux observations formulées dans l'avis 34.109/2 précité.

⁽⁵⁾ Voir l'avis 40.257/4, donné le 8 mai 2006, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2006 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette disposition légale doit dès lors être visée à l'alinéa 1^{er} du préambule, au lieu de l'article 30*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dispositif

Article 1^{er}

À l'article 1^{er} du projet, il n'y a pas lieu de définir les termes "gouvernement" et "ministère".

Article 3

L'article 3, alinéa 1^{er}, premier tiret ⁽⁶⁾, du projet prévoit que pour se porter candidats à un emploi de mandat du ministère, les candidats externes doivent notamment :

- " - satisfaire aux conditions d'admission générales visées à l'article 25*bis*, § 2, 1/ à 3/ du statut du ministère".

L'article 25*bis* de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité, auquel il est ainsi partiellement renvoyé, dispose :

" § 1. Nul ne peut être nommé agent s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1/ réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;
- 2/ réussir le concours de recrutement prévu;
- 3/ accomplir avec succès le stage probatoire;

⁽⁶⁾ Plutôt que d'utiliser des tirets, il est préférable de numéroté par 1/, 2/, 3/, ... les termes d'une énumération. Cette dernière méthode facilite en effet l'identification des différents termes d'une énumération, notamment en cas de modification de celle-ci.

- 4/ justifier de la possession de l'aptitude médicale éventuellement exigée pour la fonction à exercer.

§ 2. Nul ne peut être nommé agent s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

- 1/ être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2/ jouir des droits civils et politiques;
- 3/ avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 4/ être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté. Préalablement au concours de recrutement, il peut être dérogé par décision motivée à cette condition par le ministre, après avis de l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale (en abrégé "SELOR"), dans le cas d'une pénurie sur le marché du travail."

À l'article 3, alinéa 1^{er}, premier tiret (1/), du projet, il convient de viser également l'article 25bis, § 2, 4/, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999 précité. Il ne se conçoit en effet pas que les candidats externes à des fonctions conférées par mandat soient exonérés de l'obligation d'être titulaires d'un diplôme nécessaire pour l'accès au niveau A, diplôme dont la possession est exigée des agents des rangs du niveau A inférieurs à ceux des mandataires (A1, A2 et A3).

L'obligation, pour les agents, d'être porteur d'un diplôme correspondant au niveau dans lequel ils sont recrutés, est d'ailleurs expressément prévue par l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent (A.R.P.G.).

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerkingen

1. In advies 41.791/4, dat vandaag gegeven is over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" heeft de afdeling wetgeving onder artikel 2 de volgende opmerkingen geformuleerd :

"1. Het ontworpen artikel 30*bis* ⁽¹⁾, tweede lid, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (artikel 2 van het ontwerp) luidt als volgt :

«Onder externe kandidaten dient te worden verstaan, alle andere kandidaten dan de statutaire personeelsleden van het ministerie en de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 2, § 1 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.»

Deze bepaling zou ertoe leiden dat de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die niet bedoeld zouden worden in artikel 2, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest anders behandeld zouden worden zonder dat de reden daarvoor duidelijk zou zijn. Zulks is inzonderheid het geval met de personeelsleden van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, welke instelling van openbaar nut gerangschikt is in categorie A van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

2. Het ontworpen artikel 30*bis*, derde lid, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 (artikel 2 van het ontwerp) luidt als volgt :

«De Regering bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de externe kandidaten een mandaat kunnen opnemen bij het ministerie alsook de modaliteiten en de eventuele vergoedingen die worden toegekend ingeval het mandaat om eender welke reden wordt beëindigd.»

⁽¹⁾ In de inleidende zin van artikel 2 behoort te worden gepreciseerd dat artikel 30*bis* ingevoegd wordt in Boek I, Titel III, Hoofdstuk I, van het voormelde besluit van 6 mei 1999.

Aangezien de «externe» mandaathouders aangeworven worden als arbeidscontractanten, mag de steller van de tekst niet afwijken van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en inzonderheid van de artikelen 39, 82 en 83 ervan die verband houden met de berekening van de opzeggingstermijnen en van de compenserende opzeggingsvergoedingen van de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan 16.100 euro en 32.200 euro ⁽²⁾.

Voor de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan die bedragen, wordt in de wet bepaald dat de opzeggingstermijn die door de werkgever in acht moet worden genomen, hetzij vastgesteld wordt bij overeenkomst, gesloten ten vroegste op het ogenblik waarop de opzegging wordt gegeven, hetzij door de rechter. Voor de werknemers wier jaarlijks loon hoger ligt dan 32.200 euro is het eveneens mogelijk de door de werkgever in acht te nemen opzeggingstermijn te bepalen bij overeenkomst die gesloten wordt ten laatste op het ogenblik van de indiensttreding. De thans voorliggende bepaling dient te worden aangepast teneinde te voldoen aan die beginselen.

3. Het ontworpen artikel 30bis, derde lid, dient zich aan als een "zelfmachtiging" die de Regering aan zichzelf verleent. Zulk een bepaling heeft geen juridische draagwijdte. Het zou beter zijn de nadere regels voor de aanstelling van de "externe" gegadigden voor een mandaat vast te stellen in het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 en hun administratieve positie tijdens de uitoefening van hun mandaat nader te bepalen in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ⁽³⁾".

Die opmerkingen gelden eveneens voor het voorliggende ontwerp.

Dit ontwerp dient, bijgevolg, grondig te worden herzien teneinde opgenomen te kunnen worden in het ontwerpbesluit waarover vandaag advies 41.791/4 gegeven is, waardoor overigens het bezwaar teniet wordt gedaan dat diverse identieke regels voorkomen in twee onderscheiden verordenende teksten van dezelfde rangorde.

⁽²⁾ Deze bedragen zijn op 1 januari 2007 gebracht op respectievelijk 28.093 euro en 56.187 euro (Belgisch Staatsblad, 7 december 2006, tweede editie, blz. 68.543).

⁽³⁾ Zie in dat verband de opmerking die geformuleerd is in advies 41.789/4 dat vandaag gegeven is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

De afdeling wetgeving kan evenwel nu reeds de tweede algemene opmerking en de volgende bijzondere opmerkingen maken.

2. In advies 34.109/2 dat gegeven is op 6 november 2002 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003, heeft de afdeling wetgeving gesteld dat :

"(...) als de uitgevaardigde regels, met inbegrip van die van de rechtspositieregeling die bij analogie worden toegepast, conform de dwingende bepalingen van de voornoemde wet van 3 juli 1978 zijn, zij toch al naar gelang het geval vermeld moeten worden in de arbeidsovereenkomst of in een bijvoegsel bij die overeenkomst. Deze regels kunnen immers niet gelden voor de arbeidsverhouding op de loutere grondslag van de wilsuiting van een enkele van de partijen, dit wil zeggen, in casu door het besluit dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van plan is aan te nemen. De instemming van de werknemer met de aldus bepaalde of gewijzigde voorwaarden van zijn arbeidsverhouding is absoluut vereist. Dat de partijen over en weer hun instemming betuigen vloeit immers voort uit de essentie zelf van de arbeidsovereenkomst. Dit gegeven omzeilen betekent voorbij gaan aan een van de grondvesten van het rechtstelsel van arbeidsovereenkomsten".

Er kan derhalve niet mee worden volstaan dat de steller van de tekst op eenzijdige wijze in de onderzochte bepalingen de regeling vaststelt die geldt voor de uitoefening van de mandaten die toegekend worden aan de "contractuele" mandaathouders. Met betrekking tot die regeling moet ook nog, in zoverre deze verenigbaar is met de dwingende bepalingen van de voornoemde wet van 3 juli 1978 ⁽⁴⁾, een wilsovereenkomst bestaan tussen elke mandaathouder en diens werkgever.

⁽⁴⁾ In dat verband wordt verwezen naar de opmerkingen die geformuleerd zijn in het voornoemde advies 34.109/2.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen vormt, vanwege de verwijzing die het bevat naar artikel 87, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de rechtsgrond van het ontwerp ⁽⁵⁾.

Maar deze wetsbepaling dient derhalve verwezen te worden in het eerste lid van de aanhef, in plaats van naar artikel 30*bis* van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Dispositief

Artikel 1

In artikel 1 van het ontwerp behoren de termen "regering" en "ministerie" niet te worden gedefinieerd.

⁽⁵⁾ Zie advies 40.257/4 gegeven op 8 mei 2006 over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3

In artikel 3, eerste lid, eerste streepje ⁽⁶⁾, van het ontwerp wordt bepaald dat om zich kandidaat te stellen voor een mandaatbetrekking van het ministerie de externe kandidaten inzonderheid moeten :

- " - voldoen aan de algemene toelatingsvoorwaarden als bedoeld in artikel 25*bis*, § 2, 1/ tot 3/ van het statuut van het ministerie".

Artikel 25*bis* van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, waarnaar aldus ten dele wordt verwezen, luidt als volgt :

"§ 1. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd indien hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1/ de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;
- 2/ slagen voor het voorgeschreven vergelijkend wervingsexamen;
- 3/ met goed gevolg de stage volbrengen;
- 4/ bewijzen dat hij de eventuele vereiste medische geschiktheid voor het uit te oefenen ambt bezit.

§ 2. Niemand kan tot ambtenaar worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hiernavolgende algemene toelaatbaarheidsvereisten :

- 1/ een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 2/ de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3/ aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 4/ houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat overeenkomt met het niveau van de te verlenen graad, volgens de bij dit besluit gevoegde tabel. Hiervan kan, voorafgaand aan het vergelijkend wervingsexamen, door de minister, na advies van de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid (afgekort tot "SELOR"), bij gemotiveerde beslissing worden afgeweken in geval van schaarste op de arbeidsmarkt."

⁽⁶⁾ In plaats van gebruik te maken van streepjes, is het beter om de verschillende onderdelen van een opsomming te nummeren met 1/, 2/, 3/ ... Met deze werkwijze is het makkelijker om de verschillende onderdelen van een opsomming te onderscheiden, inzonderheid wanneer deze opsomming wijzigingen ondergaat.

In artikel 3, eerste lid, eerste streepje (1/), van het ontwerp, behoort eveneens verwezen te worden naar artikel 25*bis*, § 2, 4/, van het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999. Het gaat immers niet op dat de externe gegadigden voor betrekkingen die bij mandaat verleend worden, vrijgesteld zijn van de verplichting houder te zijn van een diploma dat noodzakelijk is om toegelaten te worden tot niveau A, welk diploma vereist is voor de ambtenaren met een rang van niveau A die lager is dan die van de mandaathouders (A1, A2 en A3).

De verplichting voor de ambtenaren om houder te zijn van een diploma dat overeenstemt met het niveau van de betrekking waarin zij worden aangeworven, wordt overigens uitdrukkelijk opgelegd door artikel 9, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen (APKB).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Ph. HANSE